

REPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTRE DE L'INFORMATION
Direction Générale des Publications
de Presse Burundaise

DOSSIER ELABORE PAR LES PUBLICATIONS
DE PRESSE BURUNDAISE SUR L'ORIGINE
DES EVENEMENTS SANGLANTS
DE NTEGA ET MARANGARA

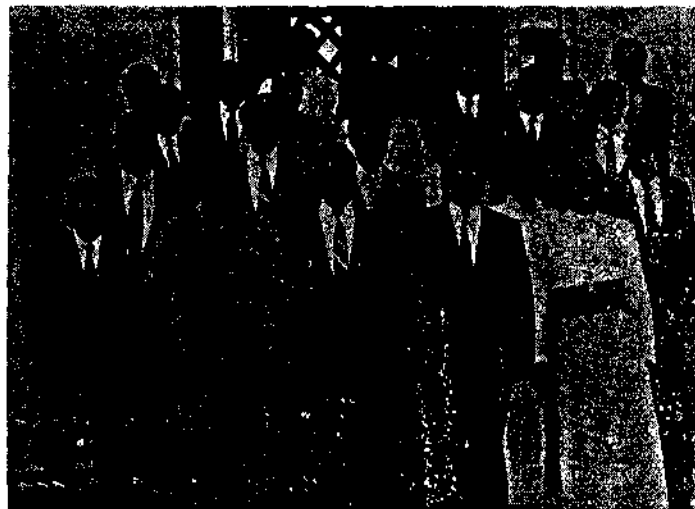


Photo de famille des membres de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale.
"... rien ne viendra à bout de Ma détermination à tourner la page pour réconcilier définitivement Mon peuple..." (Président Pierre BUYOYA)

SOMMAIRE

1. Préambule	1
2. La situation qui a prévalu pendant les dix jours qui ont précédé le début des massacres : du 05 au 14 Août 1988.....	5
3. Les massacres sont l'aboutissement d'un complot préparé soigneusement par des groupuscules subversifs	12
3.1. <i>Des groupuscules instigateurs et du fond de leur doctrine</i>	12
3.2. <i>de l'incitation à la haine ethnique généralisée</i>	14
3.3. <i>Du dénigrement du pouvoir et des institutions du pays</i>	16
3.4. <i>De l'incitation à la violence et aux massacres</i>	21
4. Conclusion	25

* *
*

DOSSIER ELABORE PAR LES PUBLICATIONS DE
PRESSE BURUNDAISE SUR L'ORIGINE
DES EVENEMENTS SANGLANTS
DE NTEGA ET MARANGARA.

I. PREAMBULE.

Après les événements qui ont endeuillé le Nord du Pays, il s'est trouvé quelques voix isolées pour demander que le Gouvernement accepte l'envoi d'une commission internationale "neutre pour enquêter sur ces événements". Le Gouvernement de la République du Burundi a déjà répondu que la constitution d'une telle commission ne se justifiait pas à ses yeux d'autant plus que tous les observateurs qui le désiraient ont pu se rendre sur les lieux sinistrés.

Effectivement, les journalistes, les Ambassadeurs accrédités au Burundi et les Représentants des Organisations Internationales qui ont exprimé le désir de se rendre dans les deux communes ont pu le faire librement. Certains, dont nos journalistes, ont même pu visiter les lieux plusieurs fois de suite afin de compléter les informations fournies par le Gouvernement. Ce dernier s'est préoccupé de son côté de faire régulièrement le point sur la situation en rapport avec les événe-

ments. Ce faisant il a confirmé sa fidélité à la politique de transparence vis-à-vis de l'opinion publique tant nationale qu'internationale, tel que vous l'avez constaté par certaines communications et messages parus dans "Le Renouveau du Burundi".

Si à présent les publications se proposent d'approfondir leur action d'information en livrant à l'opinion publique les résultats d'une enquête portant sur le film des événements qui ont précédé le déclenchement des massacres, c'est parce qu'elles restent conscientes que des questions continuent encore à se poser sur l'origine de ces événements.

Vous serez informés sur la chronologie complète des faits qui ont précédé les massacres déclenchés à NTEGA et MARANGARA, sur la nature des arguments auxquels les commanditaires des massacres ont recouru avant de porter un jugement sur la pertinence de leurs motivations pour agir de la sorte.

Les publications de presse remercient vivement les officiels et les particuliers qui leur ont prêté concours en vue de mener à bon port leur enquête.

Elles espèrent que ce travail permettra aux nationaux et aux étrangers qui s'interrogent encore sur l'origine, voire sur les causes de ces tristes événements, d'y voir plus clair.

Nous profitons de l'occasion pour informer nos aimables lecteurs qu'une enquête judiciaire sur les événements a été ouverte par le Gouvernement et qu'elle se poursuit activement.

Le Journal vous en informera dès qu'il sera en possession des éléments suffisants. En attendant, une certaine réserve s'impose pour ne pas entraver le bon déroulement des enquêtes.

Nous profitons également de l'occasion pour dénoncer la campagne qui s'est développée et se développe encore contre le Burundi dans les médias étrangers. Elle est le fait d'individus et de quelques responsables politiques étrangers qui s'ingénient sciemment à déformer les faits dans le souci de prendre fait et cause pour des groupuscules de nationaux qui complotent avec l'extérieur dans le but de détruire la nation Burundaise. Les violences provoquées ne sont qu'un prolongement d'une haine ethnique que ces groupuscules ont attisée pour pouvoir légitimer une théorie fondée sur l'exclusion et l'extermination d'une composante de la population Burundaise. La désinformation n'est en fait que l'une des armes par lesquelles ils dénaturent et manipulent les faits grâce à l'appui offert par des médias télévisés. Cette désinformation leur permet une mobilisation de l'opinion pour une "cause et des méthodes" qui sont pourtant humainement indéfendables.

Par leurs sympathies et leurs manœuvres, certains médias relayés par quelques responsables politiques étrangers font preuve malheureusement d'un parti pris douteux : celui d'encourager à la surenchère et à la préparation "de nouveaux massacres" dont peuvent être victimes demain d'autres paisibles Burundais. Les groupuscules extrémistes d'opposants qui ont fomenté les derniers troubles dans le pays ne sont que des récidivistes jouissant de solides appuis à l'étranger. Ils

ont érigé depuis longtemps la voie de la violence en méthode unique de revendication et de solution de différends politiques. Il s'agit là, comme nous le verrons, d'un choix très regrettable pour notre pays.

2. LA SITUATION QUI A PREVALU PENDANT LES DIX JOURS QUI ONT PRECEDE LE DEBUT DES MASSACRES : DU 05 AU 14 AOUT 1988.

Le vendredi 05 Août 1988 dans la matinée, l'Administrateur Communal de MARANGARA a dépêché une lettre au Gouverneur de NGOZI pour faire état d'une tension devenue extrême dans sa commune.

Une partie de ses administrés en alerte tenaient des réunions et des conciliabules nocturnes. Le même jour, le Gouverneur envoyait des agents de sécurité pour s'enquérir de la situation avec une escorte de cinq gendarmes de la Brigade locale.

Au total, une dizaine de personnes à laquelle s'est joint l'Administrateur Communal circulent sur les collines pour s'informer des raisons de cette tension.

Au cours de la soirée, la jeep des gendarmes est arrêtée à quelques kilomètres du chef-lieu de la commune MARANGARA par une barricade gardée par une cinquantaine d'hommes armés de lances, de machettes et de gourdins. Les gendarmes et l'Administrateur communal tentent de se faire reconnaître et de discuter avec eux mais ces derniers leur restent hostiles. Au contraire, ils commencèrent à les attaquer avec leurs lances. Un gendarme même fut assailli et blessé à la jambe par une lance, mais réussit heureusement à se dégager en tirant en l'air.

Le groupe d'assaillants se dispersa en criant et en battant des tambours en vue d'alerter le reste de la population. Les officiels se retirèrent de

l'endroit sans autre accrochage. Au cours de cette même nuit, les insurgés commencèrent à détruire des ponts sur les routes et pistes menant dans la région.

Mais pourquoi cette tension parmi la population de la commune MARANGARA ? Nous pouvons cependant vous affirmer déjà qu'il n'y avait pas eu de désaccords connus auparavant entre l'administration et la population. Quant à l'incident de la soirée du 05 Août 1988, il n'est pas allé au-delà de ce qui vient d'être relaté.

Le samedi 06 Août 1988, le Gouverneur de la Province de NGOZI à qui le rapport des faits avait été transmis dans la nuit par la mission d'information, se rendit sur place et convoqua la population à un meeting au chef-lieu de la commune. Très peu de personnes se présentèrent à ce meeting ; la population forma plutôt de petits groupes sur les collines des environs du chef-lieu de MARANGARA et resta méfiante et hostile. Ceux qui se présentèrent ne formulèrent pas de revendications sérieuses : ils ne demandaient que le départ de la dizaine de gendarmes présents, de l'Administrateur communal, à qui il est reproché d'avoir fait appel à ces gendarmes, d'un Juge et du technicien médical à qui ils reprochaient leur appartenance ethnique.

Visiblement, quelque chose sous-tendait ces exigences car, ils n'avaient aucun autre reproche précis à faire à ces fonctionnaires. Le dialogue ne passa donc pas ce jour-là entre l'autorité provinciale et la population.

Le 07 Août 1988, le Ministre de l'Intérieur se rendit en personne à MARANGARA. En même

temps, il avait été donné ordre à une compagnie militaire de NGOZI d'aller reconstruire les ponts détruits dans la région. La population, venue plus nombreuse au meeting du Ministre de l'Intérieur, dialogua difficilement avec celui-ci. Elle voulait d'abord que les militaires envoyés dans la région pour reconstruire les ponts se retirent. Finalement, un compromis fut trouvé : les militaires se retirèrent effectivement et la population promit de reconstruire elle-même les ponts qu'elle avait détruits. Le calme revint à MARANGARA mais resta précaire. Les habitants d'une zone, GIHETA, restèrent toutefois extrêmement agressifs et peu coopératifs. Quelques temps après, un premier incident sérieux survint. A quelques kilomètres de MARANGARA, un groupe d'hommes drogués et armés de lances et de machettes attaqua le poste de BIRAMBI où stationnaient en permanence une dizaine de gendarmes chargés de surveiller l'acheminement du café et les menées de fraudeurs.

Les gendarmes agressés intimidèrent les insurgés en tirant en l'air et en interpellant une dizaine d'hommes parmi leurs agresseurs. Pendant qu'ils les escortaient au poste, un groupe d'insurgés les poursuivirent ; quelqu'un tenta d'ouvrir les hostilités avec sa lance et rata de près un gendarme qui riposta. Le bilan de cet incident fut d'un mort parmi les insurgés.

Le lundi 08 Août 1988, le Gouverneur de Province accompagné de l'Evêque de NGOZI et des responsables nationaux et provinciaux du Parti des deux ethnies se rendirent encore une fois en commune MARANGARA pour discuter avec les

gens de chez eux. Outre le nouveau grief créé par la victime de l'incident de la veille, la population ne fit état que des mêmes réclamations à savoir le départ des trois fonctionnaires précités, les militaires eux s'étant déjà retirés. Une dizaine d'insurgés interpellés la veille à BIRAMBI avait été aussitôt remis en liberté. Le mort tué suite à l'incident de la veille fut dignement enterré. On découvrait peu à peu en leur parlant que les gens avaient été énervés parce qu'ils croyaient à un risque imminent d'un "massacre" d'une partie d'entre eux par des militaires. C'est également la raison pour laquelle ils ne voulaient pas se rassembler en présence des Forces de l'ordre. Etonnés de cette crédulité et de cette crainte d'une menace imaginaire, les différents responsables de l'Administration et du Parti entreprirent de rassurer tour à tour cette population intoxiquée : ils stigmatisèrent ces rumeurs de guerre qui n'étaient qu'une pure invention de coupables qui voulaient semer la zizanie et le désordre. Les gens écoutèrent mais visiblement les esprits restaient encore assez sceptiques. Les autorités décidèrent alors de poursuivre et d'intensifier les contacts avec la population.

Les jours suivants, c'est-à-dire de Mardi à Vendredi 12 Août 1988, les mêmes responsables continuèrent donc cette campagne d'explication dans la région. Ils parcouraient la commune de colline en colline en s'efforçant de convaincre et de démentir ces rumeurs teintées de violences auprès de la population; ils l'exhortaient plutôt à reprendre confiance les uns envers les autres, à consolider l'unité nationale et à se remettre au

travail. Le résultat de cet effort d'explication et d'apaisement fut une nette amélioration: la population se mit à reconstruire les ponts détruits et à vaquer à ses occupations journalières. En zone GIHETA pourtant, cette amélioration resta très faible. On crut dès lors que, pour avoir commencé à démasquer la nature de la manipulation, le mouvement allait diminuer et progressivement s'évanouir. Cela aurait dû être effectivement le cas s'il n'y avait pas eu de rebondissement inattendu : l'explosion soudaine de violences en commune de NTEGA, voisine de celle de MARANGARA.

Alors qu'on n'avait rien signalé de très anormal dans cette commune, hormis quelques réunions subversives plutôt marginales, la situation évolua brutalement en deux jours. Sans qu'on en connaisse les raisons, une partie de la population se mit en armes, prenant de court l'administration locale. Aucune revendication connue n'avait été formulée, aucun militaire, aucun gendarme n'avait été dans cette commune avant le 14 Août 1988. Dans la nuit de Samedi 13 Août 1988, un militaire natif de la région fut attaqué par des gens armés de machettes et de lances alors qu'il était en congé dans sa famille. Blessé et laissé pour mort, il fut par la suite évacué par un passant vers le dispensaire de NTEGA, puis conduit dimanche matin à l'Hôpital de KIRUNDO.

D'après les premiers résultats des enquêtes, il ressort que la soudaine explosion de violences en commune NTEGA s'explique par une action de déplacement à cette commune du mouvement de rébellion avorté en commune MARANGARA à

cause de l'arrivée "prématurée" des responsables sur les lieux. Les meneurs voyant leurs premiers plans déjoués axèrent leurs efforts en commune NTEGA allant même jusqu'à faire croire à la population que les actions de massacre ethnique avaient déjà démarré en commune voisine de MARANGARA et qu'il fallait faire de même sans délai sous peine d'être les premiers à subir "l'extermination" de la part des voisins de "l'autre ethnie".

Le Dimanche 14 Août 1988, les autorités provinciales de KIRUNDO étaient entièrement occupées à une fête locale organisée dans le cadre de la promotion touristique de la région des lacs du Nord. Toute la journée les avions d'Air BURUNDI firent la navette entre BUJUMBURA et KIRUNDO pour transporter les touristes, étrangers et nationaux. Des Ministres étaient allés assister aux manifestations aussitôt après avoir accompagné à l'Aéroport de BUJUMBURA le Chef de l'Etat qui avait pris l'avion tôt dans la matinée pour BRAZZA-VILLE où il devait participer aux festivités marquant le 25^e Anniversaire de la Révolution Congolaise. Jusque là le seul incident connu restait le cas isolé de l'attaque perpétrée la veille à l'encontre du militaire en congé. La journée touristique put donc se dérouler sans encombre dans la ville de KIRUNDO très voisine de NTEGA. En témoignent les hautes personnalités qui, après ce rendez-vous, purent regagner la capitale en toute quiétude; certaines traversèrent même la commune NTEGA sans rien remarquer d'anormal.

Dans la soirée cependant, des gens de la commune parvenus à KIRUNDO commencèrent à rapporter des signes d'une tension qui devenait

inquiétante : des groupes de personnes armées commençaient à élever des barrières sur les pistes et gênaient la circulation dans la commune. Ce n'est que tard dans la nuit du 14 Août 1988, que les attaques furent déclenchées brusquement sur de nombreuses collines par des cris et des sons de tambour. Ce fut le départ d'un véritable déchaînement de massacres sauvages et sélectifs qui surprirent en pleine nuit des familles entières devenues d'un moment à l'autre des victimes désignées de voisins qui leur disaient cordialement bonjour la veille !

Le lendemain les massacres et les incendies continuaient et s'étendaient à toute la commune. Les responsables de l'administration locale surpris par la situation et agressés eux-mêmes n'eurent pas le temps de réagir.

Sur base de résultats des premières enquêtes et interrogatoires de suspects interpellés à NTEGA et à MARANGARA, les publications de presse Burunaise sont maintenant en mesure de répondre à certaines questions que l'opinion publique pourrait se poser.

Pourquoi la population de MARANGARA était-elle sur le point de se soulever dès le début du mois d'Août ?
Etait-ce une révolte spontanée, véritable jacquerie de paysans mécontents de leur sort ? Etc...
Il s'agissait, hélas d'un processus savamment préparé, organisé et orchestré par des instigateurs rompus aux techniques de la subversion et qui n'osent pas dire leur nom.

3. LES MASSACRES SONT L'ABOUTISSEMENT D'UN COMLOT PREPARE SOIGNEUSEMENT PAR DES GROUPUSCULES SUBVERSIFS :

3.1. Des groupuscules instigateurs et du fond de leur doctrine.

Pour comprendre ce qui s'est passé dans les deux communes du Nord du Pays, il faut remonter bien avant le 3 septembre 1987, date de la naissance de la Troisième République.

C'est en effet avant cette date que différents groupuscules d'opposants s'étaient constitués à l'étranger suivant une sélection ethnique très rigoureuse.

La base de recrutement de ces groupuscules était située dans les milieux d'exilés Burundais restés sourds aux différentes offres de retour au pays. Ils ont ainsi préféré volontairement l'asile des pays voisins et d'un certain nombre de pays occidentaux. Quelques-uns de ces groupuscules d'opposition ont été créés dans le sillage du mouvement de protestation internationale contre l'incompréhension politique anti-cléricale du régime de la IIème République. Amalgamant malicieusement leurs revendications politico-ethniques avec celles concernant la défense de libertés religieuses bafouées par le pouvoir de l'époque, ces groupuscules persuadèrent de nombreuses personnalités étrangères que les deux questions étaient intimement liées.

Or, une grande partie de la population Burundaise désireuse de voir le rétablissement légitime des droits et libertés injustement foulés au pied ne comprenait pas comment on pouvait confondre

cette juste revendication avec une théorie défendue par un groupuscule qui prêche ouvertement la haine et la lutte implacablement entre deux composantes de la population que tout devrait normalement unir : une même patrie, les mêmes religions, une même langue, des mœurs identiques et la communauté de bien d'autres choses encore. Ce sont les militants de ces groupuscules subversifs qui sont les véritables instigateurs des massacres qui viennent d'endeuiller les communes de NTEGA et MARANGARA et qui cherchent actuellement à les exploiter à leur profit en jouant aux victimes de violences qu'ils ont eux-mêmes organisées. Pour parvenir à leurs fins ils ont recouru essentiellement à une idéologie de type raciste en exacerbant chez une partie de la population d'ethnie HUTU des sentiments de haine et de vengeance mêlés de peur et de suspicion envers leurs voisins de l'ethnie TUTSI.

Cette idéologie a été régulièrement distillée à la population visée dans une série de réunions subversives appuyées par des tracts rédigés en KIRUNDI teinté de KINYARWANDA. L'idéologie véhiculée par la littérature de ces tracts se caractérise par une virulence et un sectarisme ethnique extrêmes.

Dans de nombreux cas le lecteur est gêné par l'indécence et la violence de la diatribe qui émaillent plusieurs passages. Certaines citations que nous reprenons dans ce texte seront assez éclairantes pour le lecteur même si la sélection ne reprend pas les plus virulentes.

3.2. De l'incitation à la haine ethnique généralisée :

Tous les tracts présentent le TUTSI comme l'ennemi de toujours de HUTU. Ils en déduisent que ce dernier ne doit en aucun cas faire confiance au premier, l'ethnie TUTSI étant en soi de nature mauvaise. Tous les TUTSI sans exception auraient en effet à se reprocher un crime de sang ou de pillage à l'égard des HUTU toujours selon ces tracts. Un exemple parmi d'autres pourrait illustrer cette incitation à la haine systématique du TUTSI.

Il est tiré du tract n°3 du mois de Décembre 1987 et dit ceci :

"... BARUNDI, namwe BARUNDIKAZI, Abatutsi kubera ko banka urunuka Abahutu bakoresha imvugo y-igishyamba canke y-ibitutsi iyo bavugaga Abahutu".

La traduction française de ce passage est en gros la suivante :

"Burundais et vous Burundaises, parce qu'ils nourrissent une haine exécrationnelle à l'égard des HUTU, les TUTSI emploient un langage obscène ou injurieux lorsqu'ils disent quelque chose sur les HUTU".

Pour alimenter la haine qu'ils cherchent ainsi à inoculer, ces activistes et leurs suppôts étrangers n'hésitent pas à organiser des actes de sabotage contre les intérêts de paysans HUTU afin de pouvoir les présenter comme de nouveaux forfaits perpétrés par les méchants TUTSI voisins. Outre la démolition criminelle de nombreuses sources d'eau potable, ils ont à plusieurs reprises

organisé la destruction sélective de champs de paysans HUTU dans ce but.

Voici, à ce titre, une illustration tirée du tract n°5 du PALIPEHUTU(1) qui montre comment ces agitateurs criminels sont passés maîtres dans l'exploitation de leurs propres forfaits :

"Mwarabonye namwe ibara ryadutse bagafata imirima y'Abahutu bakarandagura, bagafata ibitoke vy-abanyagihugu bakabilema kandi arivyo bibaturize".

La traduction de ce passage va dans ce sens :

"Vous avez vous-mêmes constaté que ce nouveau crime par lequel ils - les TUTSI - s'en prennent aux champs de HUTU qu'ils arrachent, s'attaquent aux champs de bananeraies de paysans et les coupent alors que c'est de cela que ces paysans vivent".

Des incitations de ce genre on peut en trouver des dizaines dans cette littérature haineuse qui n'hésite pas devant des interpellations du genre :

"Nshigwarimenetse za PALIPEHUTU, dutegerezwa kwitwararika ibi bikurikira : Umututsi n'umwansi w'Umuhutu kuva kera na rindi..."

(1) PALIPEHUTU est un groupuscule de réfugiés burundais dont l'idéologie est d'exterminer une partie de la population burundaise avant de s'emparer du pouvoir.

La philosophie : tuer, violer et s'emparer du pouvoir par la force brutale et criminelle.

D'autres groupuscules à même idéologie terroriste et criminelle existent dans différentes capitales européennes.

Ceci est écrit noir sur blanc dans le tract n° 6 du 15 juillet 1988 et signifie ceci :

*"Vaillants militants du PALIPEHUTU, nous nous devons d'avoir à coeur ce qui suit :
Le MUTUTSI est l'ennemi du MUHUTU depuis des temps immémoriaux..."*

Plus que simple position, c'est là l'expression d'un dogme de foi explicite dont la signification se passe de tout commentaire.

3.3. Du dénigrement du pouvoir et des institutions du Pays.

Loin de faire valoir des revendications responsables ou de formuler des propositions constructives pour rectifier éventuellement ce qui ne va pas, ces groupuscules condamnent pêle-mêle les pouvoirs, les dirigeants et les institutions que le Pays a connus depuis l'Indépendance, y compris ceux qui furent mis en place après des élections libres et qui comprenaient des Gouvernements dirigés par des Leaders d'ethnie HUTU (celle qu'ils prétendent défendre).

Pour eux il faut absolument tout rejeter de façon irrémédiable car rien de bon ne peut être fait par un pouvoir qualifié de "TUTSI" non parce que ce pouvoir aurait le tort de ne pas comprendre de HUTU en son sein mais celui de comprendre des TUTSI aux côtés de HUTU. De là ils disqualifiaient toutes les mesures prises en faveur de la population et attaquent chaque démarche des autorités actuelles en vue de renforcer l'unité de la Nation.

Alors que le monde entier s'est réjoui des mesures prises par le Président BUYOYA en faveur des libertés au lendemain de son avènement au pouvoir, les activistes qui se réclament de l'idéologie ethnique n'ont cessé de clamer que rien n'avait changé. Voici ce qu'ils déclaraient dans leur tract n° 2 sorti quelques temps après l'avènement de la Troisième République :

"Murabe namwe, ori MICOMBERO, ori BAGAZA, ori na BUYOYA bava ku gasozi kamwe bakaba bose ari abahimo".

Ubwo bwoko ubi ni bwo bwatemaguye abahutu benshi kuva UBURUNDI bwikukira, none ubu abaturutsi bose bishize hamwe ngo bamarire abahutu kw-icumu".

La traduction est :

*"Constatez vous-mêmes, que ce soit MICOMBERO, BAGAZA ou BUYOYA ils sont originaires de la même colline et sont tous des Bahima.
C'est cette race détestable qui a fauché un grand nombre de BAHUTU depuis l'Indépendance du BURUNDI, et maintenant tous les BATUTSI se sont mis ensemble pour exterminer les HUTU".*

Remarquons le ton très agressif malgré les mesures d'apaisement prises par le nouveau régime et comprenant l'élargissement de l'amnistie à certains prisonniers incarcérés auparavant pour avoir manifesté des attitudes de sympathie vis-à-vis de cette idéologie raciste.

Ce pardon a certes été mal récompensé mais il ne sera pas au moins reproché au Gouvernement de la Troisième République d'avoir négligé de faire le premier pas en donnant leur chance à

ceux qui paraissaient encore être des citoyens récupérables.

Le dénigrement ne s'est pas arrêté là : les mêmes instigateurs inventent dans d'autres tracts (notamment le numéro 4) des accusations calomnieuses d'arrestations et d'exécutions imaginaires de soi-disant "opposants HUTU" dont les noms sont inventés.

Pendant ce temps, tous les observateurs neutres félicitaient le Gouvernement pour sa politique de paix et de tolérance caractérisée en particulier par l'absence de prisonniers politiques.

Sur un autre plan ces activistes s'efforcent de pousser la population au mécontentement : alors qu'il est de notoriété publique que l'une des premières décisions de la Troisième République a été la suppression ou la réduction de nombreuses taxes agricoles et l'abrogation de l'épargne rurale obligatoire, ces gens de mauvaise foi n'hésitent pas dans leurs tracts à accuser le pouvoir de rançonner les paysans en leur imposant des taxes !

On se souviendra en outre qu'en décembre 1987, une déclaration du Comité Militaire pour le Salut National prenait solennellement l'engagement d'étudier la question de l'Unité Nationale en vue de lui trouver une solution durable.

Voici comment ces activistes de la haine ont accueilli dans leur tract n° 3 un engagement que les autres Burundi considéraient comme une source d'espérance :

"Iyarivyo vyose, ntawokwizera ko icyo kibazo bazokizimanganya mu buryo bwiza, bashimisha

Abahutu kuvyo barenganijwe ko, hobo habaye igitangaza mu BURUNDI kuva isi yaremwa. Nta neza yova ku Mututsi".

Taduisons :

"Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas espérer qu'ils arrivent à résoudre cette question - de l'Unité Nationale - de façon satisfaisante pour les HUTU dans tout ce dont ils furent lésés car, cela serait un miracle jamais vu au BURUNDI depuis la création de la terre. Aucun bien ne peut provenir d'un TUTSI".

Quand le Président BUYOYA se rendit en TANZANIE en Avril 1988, il donna un autre témoignage de sa volonté de conciliation en offrant d'aider ceux des réfugiés qui souhaiteraient regagner le Pays et s'y réinstaller.

Cette offre généreuse fut commentée par les activistes du PALIPEHUTU dans leur tract n° 15 en recourant à des termes que nous ne pouvons pas reproduire ici car ils dénotent un tel mépris et une telle indécence qu'ils frisent la clémence.

Ainsi ne ratent-ils jamais une occasion pour extérioriser leur dessein de dénigrer et de déformer toutes les initiatives prises dans l'intérêt de la concorde nationale afin que seule persiste la haine dictée par leurs ignobles idées de vengeance et d'extermination ethniques.

Manifestement les revendications qu'ils font entendre à travers les média étrangers ne sont que de pure forme. Dans le fond, seule la violence les intéresse !

Cette violence elle-même est entretenue chez les paysans HUTU par une psychose de crainte de "nouveaux massacres" dont on prête l'intention aux TUTSI. C'est que dans leur tract n°4, ces extrémistes n'hésitent pas d'écrire encore ceci :

"Yemwe, Abahutu turagowe, okimirije ntikazodusinga nitwaba tudakanuye".

Ce qui peut se traduire ainsi :

"Eh bien, nous les HUTU sommes guettés par le malheur, nous ne survivrons pas à ce qui nous attend cette fois-ci si nous ne sommes pas vigilants".

On peut constater donc que les membres de ces groupuscules comprenant le "PALIPEHUTU" et autres terroristes ont excellé dans l'exercice de subversion fondée sur la technique de la manipulation avec laquelle on transforme un citoyen inoffensif en un criminel aveugle. Nous voyons que leurs tracts ont visé de façon systématique à convaincre leurs "fidèles" :

- De haïr le TUTSI présenté comme l'ennemi mortel du HUTU et par voie de conséquence de se méfier du pouvoir et des institutions qualifiées de "TUTSI".
- D'entretenir un esprit de vengeance et une psychose en agitant sans cesse le souvenir des affrontements passés et en faisant croire à une préparation d'un massacre de HUTU par les TUTSI et "leur" Gouvernement.

A ce sujet, citons un autre exemple significatif tiré du tract n° 2 :

"Ni nde Umututsi atishe canke ngo asahure Umuhutu muri 1965, 1969, 1972, 1973 ? Nta narimwe Abatutsi bigeze barota kugirira neza Umuhutu...".

Ce qui veut signifier :

"Existe-t-il un seul TUTSI qui n'a pas tué ou pillé les biens d'un HUTU en 1965, 1969, 1972, 1973 ? A aucun moment les TUTSI n'ont rêvé de faire du bien à un HUTU...".

Il est dès lors très facile de comprendre comment de simples citoyens comme le sont les cultivateurs de NTEGA et MARANGARA ont pu succomber à un tel "empoisonnement mental".

En effet ceux qui leur tenaient ce langage se présentaient sous le couvert de gens clairvoyants car instruits. Leurs prêches jouissaient de la crédibilité conférée par la même appartenance ethnique.

Ainsi conditionnés par ce travail de sape moral et psychologique, il devenait facile de lancer ensuite ces paysans crédules contre des voisins désignés comme source de tous leurs maux passés et à venir.

3.4. De l'incitation à la violence et aux massacres.

Pour préparer le terrain, les instigateurs des violences n'avaient pas oublié dans leurs tracts d'inciter leurs "adeptes" au courage et à la lutte contre les soi-disant "ennemis". Pour cela, ils les enhardissent en faisant valoir la pusillanimité de l'adversaire et en louant la force du nombre. Cela apparaît notamment dans le tract n° 3 où ils

écrivent encore ceci :

"Yamara bananiwe na BAGAZA we ryene n'abacangero batageze kw-icumi na batanu. None ngo umunsi PALIPEHUTU n-Abahutu bayo barenga imiliyoni zine ngo niho bazorokoka ? Tuzoraba ko MUTANA azosubira kuryogora"...

En voici la traduction libre :

"N'ont-ils pas (les Tutsi et leurs soldats) été impuissants devant le seul BAGAZA avec seulement une quinzaine de mercenaires ; pensent-ils s'en tirer vivants le jour du PALIPEHUTU et ses BAHUTU dépassant les quatre millions ? Nous verrons alors si Monsieur MUTANA sera encore en mesure de sortir un mot".

La menace y était presque explicite.

A l'approche de la date choisie pour leurs tueries, les instigateurs multiplient les réunions clandestines qu'ils tiennent la nuit.

A plusieurs reprises on signale la participation d'activistes réfugiés dans la région de BUTARE au RWANDA qui rebroussent chemin aussitôt après ces rencontres subversives. Au cours des réunions ultimes ils intensifient au maximum la psychose de massacres dans la population HUTU des communes du Nord en multipliant les rumeurs d'arrestations des leurs et en faisant croire à des attaques imminentes par des voisins TUTSI appuyés par l'armée.

Paniqués et intoxiqués, les gens se laissent persuader peu à peu qu'ils doivent s'organiser pour se défendre. Ils se procurent des armes à cet effet en montant des circuits clandestins de con-

trebande pour l'achat et la fabrication de machettes, de lances etc... Enfin, les extrémistes fabriquent des "lettres-tracts" dont la paternité est attribuée à des TUTSI. Dans ces "lettres" censées être fortuitement interceptées, les activistes con-signent les éléments d'un plan prêté à des TUTSI et visant une action de massacre des HUTU notamment en commune NTEGA.

Texte Oxfam?

Au cours de l'interrogatoire de suspects appréhendés à NTEGA, l'un des organisateurs des massacres a en effet raconté en détail comment ils ont conçu et réalisé l'une de ces "lettres-tracts" dont les conséquences se révélèrent décisives pour leurs projets.

La paternité de cette "lettre-tract" était attribuée à un commerçant TUTSI du nom de Révérien HARUSHINGORO tué avec sa famille dès les premières heures des massacres. Le commerçant était supposé adresser cette lettre à un ami TUTSI, chef de la colline MUGENDO pour l'informer de la "date" du début des massacres des HUTU par des TUTSI.

Cette lettre fut jetée complaisamment par son miraculeux "intercepteur" en plein jour de marché sur le centre de négoce ! Elle permit ainsi à la population de prendre connaissance de la date du massacre que "les TUTSI auraient fixée au 14 Août 1988".

Cette incroyable manœuvre n'avait qu'un seul but : convaincre des paysans HUTU déjà surexcités de déclencher la révolte contre les TUTSI soi-disant pour se prémunir contre des projets similaires de la part de ces derniers.

D'après les interrogatoires, celui qui aurait imaginé cette lettre-tract serait un certain feu Côme HABONIMANA qui, revenu d'un voyage à BUJUMBURA, en a dicté le contenu à un autre activiste qu'il a chargé d'en faire un large commentaire auprès de ceux que l'on voulait convaincre de la nécessité de ces massacres "preventistes". La date de la lettre a été respectée comme chacun le sait aujourd'hui : Les insurgés HUTU, convaincus pour la plupart de prendre les devants, surprisent en plein sommeil des familles TUTSI qui n'avaient jamais eu la moindre pensée malveillante à leur égard.

Ainsi donc après avoir attisé et entretenu la haine ethnique par des tracts et des réunions de prêche subversive, ces instigateurs cyniques ont mobilisé la population vers le crime en la tenant d'abord sur le qui-vive par l'invention de menaces et de dangers imaginaires qu'ils mettaient tour à tour sur le compte des voisins et de l'autorité. Dans le souci de stimuler les hésitants et galvaniser les énergies à l'approche de la date fatidique pour l'insurrection, l'argent et la drogue par chanvre ont été massivement utilisés pour renforcer l'effet d'une campagne d'intoxication par la désinformation, la peur et le mensonge le plus éhonté.

4. CONCLUSION.

Nous venons, dans les pages qui précèdent de rétablir assez longuement les faits dans leur vérité.

Compte tenu de ce qui a été écrit et dit dans tous les sens à l'étranger sur ces événements, cet effort d'information nous a paru nécessaire à l'intention plus particulièrement de gens qui cherchent ma vérité avec bonne foi.

Pour reconstituer le film des événements, il nous a fallu rassembler des informations de diverses sources, les analyser et les recouper. Il en découle très nettement que les troubles qui ont éclaté à NTEGA dans la nuit du 14 Août et qui se sont étendus deux jours plus tard à MARANGARA n'avaient absolument aucun caractère d'une "révolte spontanée" de paysans en butte à de mauvais traitements. Ils n'étaient pas non plus la conséquence "d'une maladresse" ou d'une "action intempestive" quelconque de la part de l'Administration ou d'agents de forces de l'ordre. Celles-ci ne sont intervenues sur place que pour arrêter les manifestations de violence qui avaient déjà fait de nombreuses victimes sur le terrain.

Ceux qui ont répandu la thèse de "troubles provoqués" par les autorités n'avaient d'autre but que d'égarer l'opinion publique internationale.

Cette version était une simple mascarade concoctée à l'avance par les véritables organisateurs du crime pour, d'une pierre, faire deux coups : d'une part empêcher que leur responsabilité soit reconnue, d'autre part jeter simultanément

ment le discrédit sur le Gouvernement transformé d'agressé en agresseur par ces versions mensongères auxquelles des tours de prestidigitation médiatique confèrent aussitôt un caractère de vérités absolues.

Quelle ironie de parler d'une révolte due aux mauvais traitements infligés à la population paysanne HUTU de ces régions précisément ! Ne sont-elles pas parmi celles où la paysannerie Burundaise était la plus aisée de par les revenus monétaires tirés du café et les facilités sociales créées par les projets d'encadrement y implantés ?

Quand on interroge certains parmi les paysans appréhendés sur les raisons de leur participation au massacre de leurs voisins TUTSI, pas un seul n'invoque l'inégalité sociale ou une injustice quelconque à mettre à la charge de ses victimes ; on en trouve pas davantage pour avancer des différends personnels d'un autre ordre. La plupart répètent que les TUTSI devaient être tués en tant qu'ennemis des HUTU ; quelques uns se plaignent que les TUTSI étaient plus nombreux que les HUTU à jouir de bons postes à BUJUMBURA, une ville lointaine que certains parmi eux n'ont même jamais visitée !

D'autres enfin prétendaient qu'ils avaient tué les TUTSI pour empêcher que ces TUTSI ne les tuent eux-mêmes.

Le lecteur aura remarqué la parfaite analogie entre les réponses de ces paysans et les incitations idéologiques contenues dans les différents tracts distribués par les tenants du sectarisme ethnique et dont nous avons livré de

larges citations plus haut. Bien que des primes furent promises, elles devaient plus servir à augmenter le zèle dans l'action plutôt qu'à convaincre par elles-mêmes de prendre part au massacre.

Si donc il fallait rechercher au crime un mobile, celui-ci ne pourrait être :

- ni la provocation ou les mauvais traitements infligés à la population par une quelconque autorité ;
- ni un différend social de caractère personnel entre les victimes et leurs bourreaux ;
- ni l'espoir pour le paysan de trouver au bout du crime d'un profit individuel suffisamment attractif ;

Les paysans HUTU de NTEGA comme ceux de MARANGARA ne s'en sont pris en vérité à leurs voisins TUTSI que parce qu'ils obéissaient à un endoctrinement et réagissaient aux ordres de ceux à qui le crime est déjà en train de profiter.

Cet endoctrinement reste comme nous l'avons déjà dit basé sur :

- l'enseignement de la haine ethnique et la désignation du TUTSI comme l'ennemi congénital du HUTU ;
- le rappel obsessionnel et l'exagération de souvenirs macabres d'affrontements passés afin d'exciter chez le HUTU un désir violent de vengeance contre le TUTSI et ainsi contrecarrer toute évolution vers la réconciliation entre les deux ethnies ;

- l'évocation incessante, dans des tracts et par des rumeurs, du spectre de "nouveaux massacres de HUTU" en préparation par les TUTSI dans le but d'entretenir chez les uns et les autres une atmosphère de suspicion, de tensions et, pour finir, d'insécurité collective ;
- l'action de sape de l'autorité et des institutions par le dénigrement et la désinformation systématiques dans le but de contrecarrer toute initiative tendant à renforcer la cohésion sociale et l'unité des Burundi.

Cet endoctrinement pernicieux s'est notamment appuyé sur une campagne de diffusion de tracts et d'animation de réunions subversives et clandestines dans la région des massacres avec intensifications de cette campagne pendant les mois ayant précédé le soulèvement.

Ceux qui ont recouru à ces méthodes barbares et racistes pour manipuler des paysans habituellement inoffensifs sont des pseudo-intellectuels cruels et pervers qui ont généralement trouvé refuge à l'étranger. Ils disposent certes sur place de trublions et d'une poignée de complices extrémistes ; mais c'est à partir de l'extérieur surtout qu'ils tirent les ficelles, organisent le sabotage et infiltrent les matériaux de leur propagande.

Quant aux exécutants de leurs basses oeuvres, ils ont été recrutés localement parmi les populations de la région des troubles et dans celles de colonies de réfugiés Burundais en pays limitrophes.

Ce sont ces mêmes instigateurs qui tirent aujourd'hui pleinement profit de leur crime en versant des larmes de crocodile devant les micros et les caméras des principales chaînes de radios et de télévisions du monde occidental. Des lobbies et quelques personnalités politiques de certains pays étrangers leur accordent complaisamment un soutien complice tout en sachant parfaitement à quoi s'en tenir à leur égard. Ils n'ignorent pas du tout que leur entreprise consiste en une vaste opération de déstabilisation du régime et de la société Burundaise en recourant à l'organisation du massacre d'hommes, de femmes et d'enfants Burundais innocents et, dans leur presque totalité, étrangers aux intérêts politiques auxquels ces instigateurs de massacres sont prêts à tout sacrifier.

Le but inavoué de ces activistes décidés à massacrer tous ceux que Dieu a fait naître d'une autre ethnie que la leur est bien connu : s'emparer du pouvoir au profit de leur unique ethnie après avoir éliminé physiquement tous les membres de l'ethnie rivale.

Tout bien et tout mal considérés, un tel programme ne peut refléter ou aboutir à autre chose qu'à une volonté de "génocide" ethnique, globale et systématique.

Les organisateurs des récents massacres de NTEGA et MARANGARA et les tenants de cette doctrine sinistre et sectaire ne sont donc pas distincts : ils correspondent exactement aux mêmes figures, à de mêmes individus. L'expression publique de cette doctrine ne leur inspire nul complexe aujourd'hui et c'est sans aucun fard

"péril hutu"

qu'ils l'enseignent, l'écrivent et agissent pleinement en conséquence !

Même si nous devons déplorer que ceux qu'elle entache soient des nôtres en ce moment, cette idéologie funeste n'est pas nouvelle. Elle a existé déjà en d'autres temps et sous d'autres cieux exactement dans des formes similairement faites de sectarisme et de haine raciste.

La communauté humaine toute entière se souvient encore avec horreur que tout ce qu'elle réussit de faire fut de conduire à l'hystérie collective et à de terribles holocaustes d'un peuple sacrifié comme le bouc émissaire d'une civilisation occidentale alors en crise. Est-il permis une fois de plus d'encourager des groupuscules qui cherchent à ce que dans notre pays, le BURUNDI, une composante de son peuple, fût-elle ethniquement minoritaire, prenne le même chemin, celui d'un autre holocauste ?

Que ceux qui, à BRUXELLES et ailleurs, manipulent cette doctrine exterminatrice ou appuyent ses tenants par leur argent, leurs médias et leur diplomatie, sachent d'abord qu'ils se comportent en stratège apprenti-sorciers.

Quand la bombe avec laquelle ils jouent explosera, nul ne pourra prédire jusqu'où porteront son souffle et ses éclats. Les différents bailleurs et autres porte-étendards de cette cause devraient donc marquer une pose et d'abord réfléchir à la réponse qu'ils convient de donner à la question posée ci-dessus.

Qu'ils sachent qu'une solution apportée à un problème qui s'est posé dans un pays donné, à un

moment historique donné, n'est pas nécessairement transposable à un autre pays, malgré tout différent, et vivant une époque historique différente.

Nous estimons quant à nous que ni le calcul politique mesquin, ni l'obstination à reprendre sa revanche sur des revers historiques essuyés à l'occasion de combats politiques engagés dans le passé mal à propos, ne justifient pas l'obsession à verser le sang innocent d'hommes, de femmes et d'enfants par le biais de l'incitation et de l'entretien systématique de la division et de la haine fratricide.

Le devoir de toute personne comme de toute organisation humaine responsable, n'est pas de maintenir de prétendus opposants dans un tel obscurantisme, mais de ramener dans le droit chemin ceux de nos concitoyens qui se sont perdus dans des groupuscules qui mêlent confusément la revendication politique avec des sentiments de revanche et le simple désir de vengeance ethnique.

Ceux qui se refusent à la sagesse et au renoncement à cette idéologie d'un racisme primaire doivent être considérés et traités pour ce qu'ils sont réellement, c'est-à-dire des terroristes et des criminels dangereux.

Nous interpellons nos amis de l'étranger qui sont dernièrement tombés dans le piège et le jeu de ces manipulations violents et de leurs suppôts, pour qu'ils réapprécient sereinement et lucidement la situation en condamnant le crime et ses auteurs au lieu de les pousser à la récidive en se faisant leurs complices. Il n'est pas normal en

effet, qu'aujourd'hui en 1988, à la veille du 21^e siècle, une grande partie des média du monde entier relayés par des hommes politiques et des organisations d'un certain renom transforment en héros une poignée d'hommes qui, sans être nullement acculés à pareille extrémité, choisissent comme méthode de massacrer des centaines de familles paysannes à la machette pour attirer l'attention du monde sur des revendications qui peuvent s'exprimer par d'autres voies et pour lesquelles le pouvoir en place recherchait déjà des solutions.

Ces gens ont donc assassiné deux fois : d'abord les membres de l'ethnie TUTSI directement visés par le déclenchement des tueries et ensuite, d'une manière indirecte, une partie de leurs propres adeptes HUTU envoyés donner la mort sans raison, tout en sachant et en admettant froidement que beaucoup d'entre-eux allaient également laisser la vie dans cette mêlée inutile et que d'autres devraient s'exiler.

Peut-on dire que de tels "sauveurs" aiment vraiment des partisans qu'ils envoient allègrement à l'abattoir, ou qu'ils condamnent à la désolation d'un exil, qui ne semble guère être doré que pour ces mêmes instigateurs et quelques uns de leurs complices lettrés qui se sont dépêchés de rejoindre les maîtres aussitôt leurs forfaits accomplis ?

Le Pays qu'ils cherchent tant à "gouverner" devra-t-il être d'abord dépeuplé de combien d'âmes pour calmer leur hystérie furieuse ?

La communauté internationale devrait commencer par bien décrire le contenu humanitaire et social de cette idéologie de la haine et de ses méthodes avant de proclamer sa solidarité avec un groupe dont le projet est un appel au meurtre généralisé de la composante d'un peuple. Le recours à l'élimination physique de tous les membres d'une ethnie, jeunes et vieux, riches et pauvres, ne peut pas servir de base à un projet politique concevable au vingtième siècle. Il n'y a presque plus d'autre pays civilisé, ni d'autre mouvement de revendication au monde qui ose encore s'en réclamer. Pourquoi voudrait-on que le BURUNDI l'accepte tout comme on voudrait qu'il soit le seul au monde à légaliser le fait qu'une "ethnie" sans langue, sans culture ni territoire spécifiques puisse constituer un groupe reconnu comme formant une majorité politique viable ?

Au BURUNDI comme ailleurs, la viabilité du pays implique que les majorités politiques aient une composition pluri-ethnique.

Comme le Président BUYOYA l'a bien dit le 03 septembre 1988, "aucune ethnie ne peut prétendre diriger le pays après en avoir éliminé une autre". Toutes les voies de solutions possibles pour nos divergences doivent passer par la volonté de cohabitation et la vie en harmonie de toutes les ethnies comme le prône le Parti UPRONA. La désunion et la haine raciste préchées par les groupuscules extrémistes constituent des voies qui ne peuvent conduire le pays que vers l'impasse et le chaos.

Le Gouvernement et le peuple Burundais doivent s'élever contre des prétentions politiques exclusives qui veulent bâtir sur la haine, la division et l'extermination d'êtres humains.

Le différend ethnique qui est né au BURUNDI est une péripétie regrettable apparue au cours des trente dernières années de notre histoire nationale.

Mais notre pays multiséculaire en a déjà vu d'autres. S'il le veut, il peut réussir à sortir de cette crise, réconcilié et uni comme le Président BUYOYA l'y a encore une fois convié fortement dans son mémorable discours du 06 Octobre 1988.

Le peuple Burundais regroupé au sein du Parti de l'Union pour le Progrès National (UPRONA) venait d'être engagé résolument par ses dirigeants actuels dans la recherche d'une solution politique à son problème d'unité. Les événements de NTEGA et de MARANGARA n'ont fait que le faire trébucher sur cette voie. Déjà il s'est relevé pour continuer à marcher dans la même direction. Il parviendra au but grâce à la voie tracée par la IIIème République à savoir celle du dialogue, de la concertation et d'un débat démocratique entre ses fils et filles de toutes les ethnies ; grâce surtout à la détermination de son Président et à sa sagesse. Faisons donc confiance au Président BUYOYA et déclarons-nous de ses millions de partisans décidés à l'aider dans la tâche qu'il a entreprise pour nous réconcilier avec nous-mêmes.

